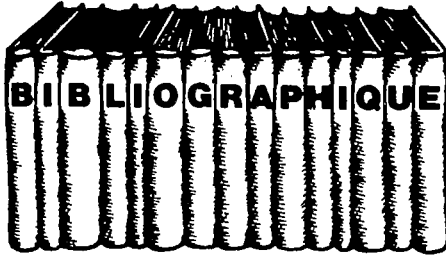


CHRONIQUE



INFORMATIONS

ALADJI (V.) — **La voix de l'ombre.**
— Lomé, Éditions Haho, 1985, 173p.

Signalons à nos lecteurs la naissance en 1984 des Éditions Haho à Lomé. Issue de l'ancien bureau togolais des Éditions CLE, cette petite maison bénéficie du soutien d'ONG hollandaises et s'est lancée dans une ambitieuse politique éditoriale. Elle a déjà publié deux pièces de théâtre de S.N. Zinsou dont la fameuse *On joue la comédie* (c'est une réédition) et *Le Club*, qui est un des succès du théâtre togolais. Elle a aussi la distinction d'avoir publié ce qui est sans doute le premier ouvrage ewe imprimé au Togo depuis des décennies, le livre du Pasteur Paku consacré à l'histoire du christianisme au Togo. On notera aussi un essai politique, *Les racines du mal nègre*, et enfin *La voix de l'ombre* de V. Aladji.

Ce dernier, qui est l'un des directeurs littéraires de Haho, s'est fait connaître par deux brefs romans publiés chez CLE : *Akossiwá, mon amour* et *L'équilibriste*. Journaliste, enseignant à l'Université du Bénin (Lomé), il nous donne un ouvrage plus ambitieux avec *La voix de l'ombre*, roman où l'histoire coloniale est présente. On regrettera cependant que cette présence tant de la guerre en Europe que de la Révolution en Afrique, ne soit pas mieux insérée dans le récit de la destinée du héros et demeure un peu plaquée.

Réjouissons-nous cependant du dynamisme de cette maison d'édition qui réussit, malgré les difficultés économiques et politiques, à faire émerger la littérature togolaise à l'attention du lecteur togolais. [A.R.]

« Crise et ajustement », **Afrique et développement**, 10 (1-2) 1985, 307 p.

La publication de ce numéro spécial de la revue *Afrique et développement* est doublement salubre. Elle contribue non seulement à poser un problème majeur de l'Afrique (les politiques d'ajustement structurel (PAS) préconisées par le FMI et la Banque mondiale), mais également à l'analyser à partir d'une perspective africaine. Les critiques acerbes d'H. Campbell, de l'Université de Dar-es Salaam, sur la politique économique tanzanienne montrent qu'il y a parfois place en Afrique pour un débat intellectuel « démocratique ». Sur la critique de fond des PAS, les différents auteurs n'apportent aucune interprétation bouleversante. De façon plus ou moins convaincante, les contributions contestent fortement la sous-estimation par le FMI des facteurs internationaux de la crise économique qui frappe l'Afrique depuis le début de la décennie 80. Ils insistent tous sur les dangers d'une politique de régulation de

la demande finale qui négligerait l'indispensable restructuration de l'offre. Ils rejettent enfin une stratégie économique confinant les économies africaines dans une spécialisation régressive. Dans son étude consacrée aux relations mouvementées entre la Tanzanie et le FMI, Ajit Singh revient sur l'ensemble de ces problèmes. Il souligne avec conviction que l'attachement doctrinaire du Fonds à la dévaluation ou au relèvement des prix agricoles ne réglera pas les problèmes de l'économie tanzanienne si les contraintes infrastructurelles et ses traditionnels goulets d'étranglement ne sont pas préalablement surmontés. Il souligne toutefois que l'opposition de la Tanzanie au Fonds porte plus sur les modalités de l'ajustement que sur son bien-fondé. Tel est également l'avis de H. Campbell qui va cependant bien plus loin dans la réflexion. A ses yeux, le gouvernement tanzanien fait, depuis l'adoption du Budget de 1984, la politique du FMI sans passer par cet organisme. Cette critique que l'on retrouve d'ailleurs au Nigeria, s'accompagne d'une austérité insupportable pour les salariés et d'un relèvement des prix des produits de consommation courante. On le voit, la critique des PAS n'est pas sans nuance. Les aspects internes de la crise ne sont pas occultés. De surcroît, les résultats de ces politiques ne paraissent pas uniformément mauvais. Le cas du Ghana suggère même le contraire. En vérité les cas de figure sont nombreux et contrastés. Certains États semblent faire la politique du FMI en s'opposant à lui, alors que d'autres acceptent sa thérapeutique tout en la dévoyant sur le terrain [Z.L].

COHEN (Samy) — **La monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République.** — Paris, Hachette, 1986, 271 p. Index. (La force des idées).

Reposant sur plusieurs années de recherche, menée pour l'essentiel par

entretiens à tous les échelons du gouvernement et de l'administration, et ayant pour objet principal l'analyse de la prise de décision dans le domaine de la politique étrangère, ce livre répond à une question immédiate et, à ce titre, retiendra l'attention des acteurs diplomatiques africains : le président de la République française a-t-il la capacité de conserver le contrôle de la politique étrangère s'il se trouve flanqué d'une majorité de députés qui lui soient hostiles ? La réponse de l'auteur est plus que dubitative, dès lors que la politique étrangère se trouve dans les faits indissociable de l'action gouvernementale quotidienne. De ce point de vue, la Constitution s'avère inadaptée à « l'ère nucléaire ». La conclusion vaut, n'en doutons pas, pour les relations franco-africaines, dont on sait qu'elles impliquent un nombre considérable de ministères techniques. Aussi convient-il de relativiser les déclarations consensuelles que multiplient à leur propos M. Giscard d'Estaing et M. Dumas. Par-delà, l'ouvrage de Samy Cohen éclaire d'un jour nouveau les conditions d'élaboration de la politique africaine de la France sous la V^e République et apporte de nombreuses précisions sur le déroulement des différentes interventions militaires au sud du Sahara [J.-F. B.].

COHEN (Samy), SMOUTS (Marie-Claude) dir. — **La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing.** — Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 436 p. Index.

Fruit d'un colloque organisé par le Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, ce gros ouvrage a l'immense mérite de dresser un bilan global et nuancé de la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing. Loin de le rendre obsolète ou superflu, l'approche d'échéances électorales décisives pour la France lui confère un regain d'actualité. Un cha-

pitre de Daniel Bach dégage la tentative de redéploiement de la diplomatie française à l'échelle du continent africain et son souci de mieux prendre en compte les contraintes économiques. Ouverture partielle, souvent ambiguë politiquement et contrariée par le poids du passé. Différents acteurs de cette période (Jean François-Poncet, Martin Kirsch, André Lewin, Pierre Hunt, le général Yves Gras enfin, qui conçut et dirigea les opérations de Kolwezi) reviennent sur l'évaluation du chercheur et apportent des précisions utiles. D'autres chapitres retiendront l'attention du lecteur intéressé par les problèmes africains, en particulier ceux de Marie-Claude Smouts (« Valéry Giscard d'Estaing et le nouvel ordre économique international : une diplomatie plus qu'une politique ? ») et de Nicole Grimaud (« L'introuvable équilibre maghrébin »). [J.-F. B.]

DIALLO (Alpha-Abdoulaye) — La vérité du ministre. Dix ans dans les geôles de Sekou Touré. — Paris, Calmann Levy, 1985, 263 p. (Questions d'actualité).

Bien qu'il n'apporte aucune révélation fondamentale par rapport aux témoignages précédemment publiés — sinon peut-être sur l'utilisation de corps de prisonniers à des fins sacrificielles — le livre d'Alpha-Abdoulaye Diallo mérite d'être lu. D'abord parce que l'on n'apprendra jamais trop et que l'on ne réfléchira jamais suffisamment sur le totalitarisme intimiste du régime de Sekou Touré : chaque voix rescapée exige d'être entendue et respectée. Ensuite parce que l'auteur de ce terrible récit n'est autre que « Porto », l'un des compagnons les plus proches de Sekou Touré et l'un des cadres les plus brillants de la « Révolution » guinéenne. Au-delà de sa dimension humaine, cet ouvrage procure donc au politiste un matériau d'un intérêt exceptionnel. Il propose en outre à ses lecteurs africains la conclusion suivante : « (...) il faut puiser sans complexe dans l'expérience

d'autres pays des principes ou simplement des recettes qui ont fait depuis longtemps la preuve de leur efficacité : la séparation des pouvoirs, avec comme corollaire la réalité du législatif et l'indépendance du judiciaire, le contrôle de la constitutionnalité des lois, le contrôle organisé des gouvernements par les gouvernés, pour ne citer que ceux-là, n'appartiennent plus en propre à aucun pays, à aucun peuple, mais ressortissent au patrimoine universel de l'humanité » (p. 233). [J.-F. B.]

ELWERT (Georg) — Bauern und Staat in Westafrika, Die Verflechtung sozioökonomischer Sektoren am Beispiel Bénin. — Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1983, 383 p. Bigliori.

L'étude d'Elwert présente une analyse originale et captivante de l'interaction entre société paysanne, pénétration de l'État et économie de marché dans le Sud du Bénin. Les premiers chapitres concernent les relations actuelles dans quelques villages ayizo (les Ayizo sont les voisins — et autrefois les tributaires — des Fon, les anciens maîtres de l'empire de Dahomey). Dans les derniers chapitres, l'optique s'élargit en une analyse des formes divergentes de la pénétration par l'État et le marché dans différentes régions du Bénin.

L'analyse d'Elwert est nettement influencée par l'idée d'une articulation des modes de production (Meillassoux, Rey). Mais, à différents égards, Elwert essaie de raffiner cette approche. D'une part, il nuance l'idée d'une articulation de différents modes en distinguant toute une série de secteurs de production : « production d'auto-subsistance », « travail domestique », « production marchandé semi-capitaliste », « appropriation bureaucratique », « marché mondial/production industrielle », etc. Ainsi il évite le problème frustrant de la délimitation de différents modes de production. Mais surtout il arrive à des interprétations plus nuancées des tendances

divergentes dans l'articulation de tous ces secteurs. D'autre part, il réussit à approfondir l'analyse de la pénétration de l'État postcolonial dans les sociétés locales. Elwert souligne (p. 339) le passage — au Bénin dans les années soixante-dix — d'une forme de domination « néo-coloniale » à une domination « complémentaire » qui intervient beaucoup plus directement dans la vie de village. Il étudie le Bénin comme exemple d'un développement qui se produit également dans d'autres pays (Somalie, Éthiopie, Congo etc.) : un régime militaire qui prétend appliquer les principes du socialisme scientifique, réussit ainsi à accaparer un monopole plus efficace de la violence mais développe simultanément des techniques plus subtiles pour s'enraciner dans les sociétés villageoises (par exemple par l'implantation de nouveaux intermédiaires dans les villages). Pour Elwert, la question cruciale mais ouverte reste de savoir dans quelle mesure ce contrôle plus strict sert à stimuler le développement économique. Il conclut (p. 365) qu'au Bénin du moins tel n'est pas le cas : la politique d'éducation reste défailante, les contrôles sur les agents du régime eux-mêmes font défaut et, surtout, le régime ne fait aucun effort pour fonder sa politique de développement sur la dynamique propre de la production paysanne.

L'analyse par Elwert de l'enracinement progressif de l'État dans la société se rapproche des interprétations des politologues français comme Bayart ou Coulon. Elwert constate également un passage d'une contrainte directe à des formes de contrôle plus intériorisées. Un sujet fascinant dans ce contexte est la chasse aux sorciers, déclenchée par le régime au cours des années soixante-dix. Les sorciers (surtout des vieilles femmes) étaient poursuivis et torturés au nom du socialisme scientifique ; mais cette intervention par l'État tout à fait nouvelle soulevait un soutien spontané dans les sociétés villageoises. Pour Elwert, le renforcement des croyances de la sorcellerie n'a rien de « traditionnel » ; il est plutôt une conséquence de

l'impact de l'économie marchande. Mais Elwert fait ressortir que l'on doit interpréter la persécution des sorciers comme un effort des autorités pour établir leur monopole également sur ces formes de violence cachées. D'autre part, la chasse était un symptôme de la pénétration plus profonde de l'autorité de l'État qui, apparemment aux yeux des villageois également, se répandait jusque dans ce domaine caché. On peut regretter que ce thème soit traité d'une façon assez abstraite par Elwert. La persécution des sorciers, en tant que condensé de la relation État-paysans, avec toutes ses ambivalences, mériterait un traitement plus concret, en termes d'événements, d'acteurs, de stratégies et de confrontations (cf. la contribution d'Elwert dans J. Smith, I. Wallerstein, H.D. Evers ed., *Household and world economy*, Sage, 1984). Peut-être ici également la théorie d'une articulation de différents modes (ou secteurs) de production avec son accent lourd sur des (dis)-connexions structurelles, conduit-elle à une certaine négligence du niveau politique des acteurs, de leurs prises de décision et de leurs stratégies. Par ailleurs, il est clair que chez Elwert cette approche inspire une vision plus large des efforts du régime pour envahir la société ; dans ce contexte, il réussit à montrer la logique propre d'un épisode macabre et apparemment dénué de sens comme la chasse aux sorciers.

Il est à espérer que le livre sera traduit afin de le rendre accessible à ceux qui ne lisent pas l'allemand (les Ayizo eux-mêmes ?). Non seulement parce que cette contribution est d'un intérêt direct pour tous ceux qui étudient le cas du Bénin, mais, surtout, parce qu'Elwert offre des interprétations neuves et des points de départ importants pour des recherches ultérieures dans les relations complexes entre paysans, État et marché en Afrique contemporaine. [P.G.]

FRANKEL (Philip H.) — *Pretoria's praetorians, Civil-military relations in South Africa.* — Cam-

bridge, Cambridge University Press, 1984, 215 p. Bibliogr. Index.

A mi-chemin entre la sociologie militaire et le « culturalisme » (compris au meilleur sens du terme), P. Frankel analyse à travers l'histoire de la République sud-africaine le rapport complexe entre civils et militaires. Comme on pouvait s'y attendre, cette relation est loin d'être simple car l'armée sud-africaine s'apparente à tout sauf à un corps homogène. Une des dimensions les plus originales de cet ouvrage porte sur la « circulation » des valeurs et des normes entre civils et militaires à travers tout d'abord l'importance de la conscription. A cela vient s'ajouter un croisement culturel fondamental entre, d'une part, une culture « libérale » d'origine britannique (présente surtout dans la marine), fondée sur une soumission classique des militaires au pouvoir politique, et la « culture de commando » d'origine afrikaner, s'appuyant sur la conception du « soldat-citoyen ».

Dans la dynamique des rapports entre civils et militaires, P. Frankel attache une importance capitale à l'isolement international de l'Afrique du Sud. Celui-ci a développé une psychologie collective de type obsidional, que les analystes de la politique israélienne connaissent fort bien. Cette logique a considérablement favorisé l'harmonisation des représentations entre acteurs politiques et militaires, harmonisation que le long passage de P.W. Botha à la tête du Ministère de la Défense (quatorze années) a autant symbolisé que renforcé. Sur le concept de « stratégie totale », dont on doit dire qu'il a donné souvent lieu à bien des schématisations, P. Frankel apporte là encore un éclairage original. Pour lui, ce concept n'est pas nouveau. Il reprend ni plus ni moins les principes du général Beaufre, que les Massu et autres Bigeard ont appliqués avec tant de zèle dans les djebels algériens. La guerre n'est plus perçue comme un pur et simple affrontement de forces militaires, mais comme un combat total où l'action psychologique occupe une place essentielle.

S'appuyant sur l'idée « beaufrienne » de la manœuvre extérieure, autrement dit de l'action au-delà des frontières, la stratégie totale s'inscrirait dans la logique profonde d'un régime fondé sur le contrôle étatique, le système du « pass », la déportation de la population noire et la mise en place d'un puissant dispositif de sécurité.

Cela étant, P. Frankel insiste sur les obstacles à la formation d'une culture obsidionale (*siege culture*) dont une des modalités pourrait être l'accession des militaires au pouvoir. A ses yeux la résistance viendrait moins des « civils » en tant que tels que de l'opposition rampante d'une bureaucratie afrikaner à des normes de rationalisation du pouvoir dont les militaires seraient un des instruments. Cette rationalisation que P.W. Botha symboliserait, sied à une très large partie du pouvoir militaire sud-africain. Il reste que sur l'importance future de l'armée sud-africaine dans le changement politique, l'auteur n'avance aucune hypothèse tranchée. Il insiste simplement sur le fait que la trajectoire politique de l'armée sud-africaine suivra davantage l'évolution complexe de la société afrikaner que la voie inexorable du pronunciamiento [Z.L.].

JOLY (Christian) — **Organisations non gouvernementales françaises et développement.** — Paris, Économica, 1985, 288 p. (Publications du Centre d'études et de recherches internationales et communautaires, Université d'Aix-Marseille III).

L'auteur cherche à mettre en lumière les mythes, les images et les représentations que véhicule le discours des ONG sur le développement. Une contribution qui s'appuie sur la documentation produite par les ONG elles-mêmes et qui revêt une utilité particulière dès lors que le rôle de celles-ci est mieux reconnu de la rue Monsieur [J.-F. B.].

KAMGA (Victor) — **Duel camerounais : démocratie ou barbarie.** —

Paris, L'Harmattan, 1985, 204 p. (Points de vue).

La parole politique a été si longtemps refoulée au Cameroun qu'il importe de prêter attention à chaque voix qui s'élève. Celle-ci fournit un témoignage supplémentaire sur le vécu des Camerounais. Il serait vain d'y chercher une analyse rigoureuse de l'évolution du pays [J.-F. B.].

MIGNOT-LEFEBVRE (Yvonne) dir. — « La sortie du travail invisible : les femmes dans l'économie ». — **Revue Tiers monde** 26 (202), avr.-juin 1985, pp. 245-467.

ORSTOM — *Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires* (14-18 janvier 1985). — Paris, Éditions de l'ORSTOM, 1985, 741 p.

Sans doute s'agit-il de deux parutions notables pour tous ceux qui se satisfont de la problématique inépuisable des femmes dans le développement. Les lecteurs y regarderont à deux fois avant de se plonger dans ces fleuves de communications. La nostalgie — celle des années soixante-dix — n'est plus ce qu'elle était ! [J.-F. B.]

Répertoire africain : information et presse, ambassades Afrique/France, services et centres culturels français/Radio France Internationale ; centre de documentation. — Paris, RFI, 1985, 189 p.

Cet outil documentaire sera sans doute de la plus grande utilité, par la précision et l'ampleur de son recouvrement, pour tous ceux qui recherchent des informations sur les moyens de presse/radio/TV dans toute l'Afrique (52 pays), sur la France (données sélectionnées) et sur la présence française sur ce continent. L'information est la plus complète possible, avec quelques « trous » cependant dans le descriptif de la presse « écrite d'infor-

mation générale en français ». L'organisation des données, reprises pour chaque pays, est la suivante :

- *Généralités* (indicatifs téléphoniques, fuseau horaire, superficie, population, langues, PNB/(hab., monnaie, capitale.)
- *Services d'information*, 1. Ministère, 2. Agence de presse, 3. Radiodiffusion ; stations régionales, 4. Télévision, 5. Presse écrite d'information générale en français : organismes ; titres (tableau), 6. Publicité, 7. Formation professionnelle, 8. Divers.
- *Services diplomatiques*, 1. Ambassade de France, 2. Ambassade du pays à Paris.
- *Organismes culturels français*, 1. Centres culturels français, 2 centres universitaires, 3. Alliance française.
(à quelques variations près, selon les nécessités).

Apparaissent également les organisations inter-gouvernementales, au pays où se trouve le siège, et dont on peut regretter de ne pas trouver d'index. L'introduction aurait mérité d'être un peu plus développée. [H.D.]

SCHATZBERG (Michaël G.), ZARTMAN (I. William) ed. — **The political economy of Cameroon.** — New York..., Praeger, 1986, XII — 269 p. Bibliogr. Index (A. SAIS study on Africa).

Hormis le chapitre de M.G. Schatzberg, qui dégage l'utilisation politique des représentations familiales et ouvre ainsi des perspectives intéressantes sur les processus de légitimation du pouvoir, ce volume collectif apporte une vision assez conventionnelle et superficielle du régime camerounais. Les chapitres consacrés aux questions économiques nuancent le mythe du « miracle » qu'aurait connu le pays et sont plus neufs. Tel quel, ce livre fournit au public anglophone une introduction commode [J.-F. B.]

UM NYOBÉ (Ruben) — **Le problème national kamerunais**. Présenté par J.A. Mbembe. — Paris, L'Harmattan, 1984, 443 p. Bibliogr. (Racines du présent).

J.A. Mbembe, dont les travaux renouvellent d'une façon décisive notre compréhension du mouvement nationaliste camerounais (cf. en particulier son article « La palabre de l'indépendance : les ordres du discours nationaliste au Cameroun, 1948-1958 », *Revue française de science politique* 35 (3), juin 1985, pp. 459-486) et dont on attend la thèse avec impatience, a entamé la publication des écrits de Ruben Um Nyobé, dans une perspective strictement scientifique et en marge de toute manipulation partisane. La plupart des textes rassemblés dans ce volume n'étaient pas à proprement parler inédits ; dispersés dans des périodiques de l'époque, ils étaient néanmoins d'un accès malaisé. Ils dénotent de la part du leader nationaliste une grande fermeté d'écriture qui ne manque pas d'impressionner. Sur le fond, ils tendent à confirmer la thèse déjà avancée par R. Joseph, selon laquelle l'UPC n'était pas un rameau du mouvement communiste international. J.A. Mbembe a ajouté en annexe divers documents de l'époque, dont un « procès-verbal d'information » sur la mort d'Um Nyobé, établi par l'UPC plusieurs années après les faits et recueilli, dans une version amputée, aux Archives nationales du Cameroun. Ces derniers témoignages étayaient la thèse de la trahison dont aurait été victime « Mpodol » et jette un jour singulier sur la dégradation des relations entre celui-ci et les autres leaders de l'UPC. La lecture de cet ouvrage est donc nécessaire à quiconque s'intéresse au Cameroun et, d'une manière plus large, aux mouvements populaires du continent africain. Il faut espérer que J.A. Mbembe poursuivra son travail d'édition des textes d'Um Nyobé — en particulier de ceux qu'il a rédigés « sous maquis » et en basa —, non sans lui recommander de mieux conformer son appareil critique

aux canons méthodologiques de l'historiographie [J.-F. B.].

VAN BINSBERGEN (Wim), HESSELING (Gerti) éd. — **Aspecten van staat en maatschappij in Africa, Recent Dutch and Belgian research on the African state**. — Leiden, African Studies Centre, 1984, 470 p. (Research report. 22).

En publiant pour moitié en néerlandais et pour moitié en anglais les résultats d'un colloque sur les rapports de l'État et de la société en Afrique, les éditeurs ont assurément cherché à ménager la chèvre et le chou. Les francophones, particulièrement les membres de *Politique africaine*, seraient malvenus de reprocher aux Néerlandophones le recours aux langues nationales. Pourtant, le lecteur, qui ne dispose pas, comme moi, de la traduction amicale de l'un des éditeurs scientifiques, pourra passer à côté de débats en néerlandais que notre revue tient pour essentiels. Je pense en particulier à l'article de P. Geschiere, « Regards marxistes sur l'État africain postcolonial », où il discute les thèses de RAPE et de P.P. Rey. On regrettera également de ne pouvoir approfondir les analyses de Heijke sur les rapports de l'État et de l'Église catholique, particulièrement au Zaïre, ou celle de Nauvelaerts sur les politiques d'armement. Je signale aussi des analyses sur le Tchad de P. Doornbos complétant le numéro 16 de *Politique africaine* et un rappel des conditions originales de la décolonisation belge au Rwanda, sous l'égide du gouverneur Harroy (par F. Reijntjens).

Parmi les textes en anglais, je souligne particulièrement l'intérêt épistémologique de deux études : W. van Binsbergen se demande si l'anthropologie peut devenir une théorie du conflit de classes pour les sociétés de la « périphérie » et Rob Buijtenhuijs, sous le titre « Anthropologie et impérialisme », interroge l'origine des études sur les Kikuyu du Kenya et conclut que les ethnologues étaient coupables d'évolutionnisme mais avec des circonstances atténuantes. [E.L. R.]